



CGT
LOIRE-ATLANTIQUE

institut d'histoire
sociale

N° 0
Décembre 2007

L'institut d'histoire sociale



Sommaire

Editorial	page 2	Année 1947	page 9
Année 2007	page 3	Année 1937	page 10
Année 1997	page 4	Année 1927	page 11
Année 1987	page 5	Année 1917	page 12
Année 1977	page 6	Année 1907	page 13
Année 1967	page 7	Biographie Joseph Blanchard	page 14
Année 1957	page 8	Guy Môquet	page 15
		Les dirigeants	page 16

Directrice de Publication :
Marie-Claude ROBIN

Conception et impression :
imprimerie CGT 44

Les photos ont été fournies
par le centre d'Histoire du
Travail et par la CGT.

EDITORIAL

La direction sortante de l'UD propose au Congrès Départemental des 5 et 6 décembre 2007, de créer un institut d'Histoire Sociale CGT 44. Son but serait de faire vivre et faire connaître à tous notre passé, nos luttes, les hommes et les femmes, tout ce qui fait ce que nous sommes aujourd'hui. Cette décision marque la volonté de la CGT 44, de se doter d'un outil montrant l'intérêt qu'elle porte à la connaissance historique : intérêt pour l'histoire de notre organisation et du mouvement ouvrier, bien entendu, mais aussi plus largement pour l'histoire des faits et des mouvements sociaux. L'histoire sociale dans laquelle la CGT a tenu et tient une part importante.

Si l'histoire ne se répète jamais, elle est riche d'enseignements pour la vie sociale d'aujourd'hui. Il nous apparaît juste de prendre le temps d'analyser les faits du passé pour en tirer les repères qui peuvent nous aider à mieux comprendre le présent et à anticiper l'avenir.

Nos archives sont déposées au Centre d'histoire du travail, mais ne sont guères utilisées. L'IHS CGT 44 aura pour mission de les faire revivre.

Il s'engage à la publication régulière d'un bulletin dont vous découvrirez le n°0, élaboré par un certain nombre de camarades, attachés à l'histoire sociale. Ce cahier vous présente succinctement des événements sociaux de notre département ou qui ont pesé sur notre département, Loire-Atlantique aujourd'hui, Loire-Inférieure ou Basse-Loire hier.

Nous avons fait le choix d'évoquer onze années entre 2007 et 1907. Pourquoi ce choix ?

2007 est une année d'élection présidentielle qui marque, d'un point de vue syndical. Le nouveau gouvernement ne cesse de travailler à la casse d'acquis sociaux obtenus, le plus souvent chèrement acquis, mais aussi utilise l'histoire à des fins politiques pour mieux faire avancer ses projets libéraux.

Vous allez donc découvrir au cours de ce cahier et dans ceux à venir, des faits marquants de notre histoire, mais aussi, des hommes et des femmes qui ont laissé leur empreinte dans notre paysage social pour que nous n'oublions jamais et que la mémoire perdure.

Les prochains travaux qui seront menés par l'équipe de l'institut pourront approfondir les thèmes abordés ici, mais aussi de développer d'autres grands événements, à commencer par les luttes de 1968 dont nous commémorerons le 40ème anniversaire, et qui ont connu dans notre département la première occupation d'usine à Sud-Aviation, aujourd'hui Airbus. Mais ceci est un autre rendez-vous.

Nous espérons que vous ferez un bon accueil à cette publication, que vous la ferez partager autour de vous et qu'elle vous donnera envie d'en découvrir d'autres.

Bonne lecture à tous.

Marie-Claude Robin

AIRBUS : 10 jours qui changèrent la donne

La grève qualifiée de "spontanée dans les ateliers de Nantes et St-Nazaire" pour le versement d'une prime exceptionnelle, l'augmentation des salaires, le retrait de Power 8, fut révélatrice d'un sursaut collectif des « Airbusiens » pour recouvrer leur dignité de salarié dans l'entreprise et modifier les rapports sociaux.

AIRBUS, en 2007, est le descendant d'aérospatiale et plus encore Sud Aviation. Ses salariés des sites Nantais et Nazairiens sont les héritiers d'une histoire syndicale qui est porteuse d'avancées sur ce plan social, industriel et technologique.

Le succès de la technologie AIRBUS, découlé du "concorde", dont le lancement de programme fut le résultat d'une lutte opiniâtre animée par la CGT. Comme aussi pour des succès commerciaux comme l'A 320, projet porté lors de manifestations par notre organisation sous le nom d'A 200 dans la fin des années 70.

A la veille de 2008, et des 40 ans de mai 68, dont l'histoire est marquée de l'empreinte profonde de la 1ère occupation d'usine que fut celle de Sud Aviation Nantes, le conflit de 2007 met un terme à la stratégie d'une direction d'entreprise qui reposait sur la répression et les discriminations.

La CGT a payé un lourd tribut. Ses militants-es, syndiqués-ées CGT, ont subi, pendant des décennies, les déroulements de carrières bloquées, des sanctions disciplinaires, et mises au placard.

En 1979, ils furent 7 de la SNIAS St Nazaire à être licenciés pour faits de grève ! Pendant 2 années durant « leur salaire » fut assuré par la solidarité.

Ils n'ont pas cédé. Ils furent réintégrés ou réembauchés dans les entreprises métallurgiques de St Nazaire.

La lutte des « Airbusiens » marquera durablement l'année 2007. Elle a donné tout son sens à plus de 30 ans de résistance, d'hommes et de femmes, qui en permanence ont porté les valeurs de syndicalisme CGT, cultivé l'espoir qui émerge de luttes collectives et solidaires.

Suite à ce mouvement, un observatoire social « relation au travail » va être mis en place face au mal vivre, à la souffrance au travail exprimés par une grande majorité des salariés en grève et en particulier par les jeunes très présents dans l'action qui ont mis un coup d'arrêt au « soi-disant » individualisme de la jeunesse.

Les 10 jours de grève totale de St Nazaire et Nantes ont changé la donne !

Au-delà des augmentations de salaires de l'obtention d'une prime exceptionnelle de 800 €, cette lutte a imposé une victoire essentielle, qui s'appelle... respect de la dignité de salarié !

S. DOUSSIN



AIRBUS : grève totale du 27 avril au 11 mai 2007

Privés d'emploi rebellent pour vivre !

Marseille mi-décembre 1997, la CGT 13 et son collectif des chômeurs animé par Charles HOAREAU organise une nouvelle fois la mobilisation et l'action des privé-e-s d'emploi et précaires.

Une revendication fédère les privés d'emploi et précaires, l'obtention d'une prime de fin d'année. En 1997, cette mobilisation revêt un caractère national exceptionnel.

Son extension inaccoutumée résulte pour une large part de la suppression, le 2 juillet 1997, des fonds sociaux des ASSEDIC, privant ainsi les chômeurs de 600 millions d'aides urgentes, qui servaient en cas de coups durs (logement, électricité, etc.)... Décision avalisée par toutes les confédérations syndicales, hormis la CGT.

L'exigence d'une « prime de Noël » de 3 000 francs fédéra de nombreuses énergies, dispersées jusque là.

La veille du réveillon de Nouvel An, les premières affiches apparurent dans Nantes. Elles appellent à un rassemblement Place Bretagne le 2 janvier. Le jour dit, les participant-e-s décidèrent d'occuper le CCAS de Nantes, avec le soutien actif de la CGT en général et de la CGT-EDF en particulier, qui assura la restauration des occupant-e-s.

Rapidement, une seconde occupation fut décidée. Malgré les consignes de sécurité et le filtrage des chômeurs, CGT et SCALP investirent sans problème l'antenne ASSEDIC de la Janvraie, près du quartier de Bellevue. Ignorant les coupures du chauffage et de l'électricité, nous avons occupé les locaux une semaine durant, jour et nuit, sans jamais rien dégrader. Les usagers continueront à venir à l'agence. Ce fut une « semaine joyeuse et solidaire », ponctuée de rédaction de tracts (« *débloquons le Neyman* », du nom du directeur Régional des ASSEDIC...), de renseignements collectés et communiqués auprès des chômeurs/ses et précaires qui passaient, de distributions de tracts, de préparations de manifs...

Notre expulsion, par un matin glacial et au terme d'une nuit d'attente, se fit sans violence policière excessive du fait de la présence de nombreux camarades CGT qui étaient venus nous prêter main forte. Leur présence avait déjà été appréciée lors de la diffusion de tracts par quelques militants CGT-FO, alors que leur UD départementale dénonçait notre action. Pour une fois que FO se trouvait d'accord avec la CFDT, il fallait bien que ce soit sur le dos des privé-e-s d'emploi...

L'ANPE de Saint-Nazaire et le CCAS furent également évacués. S'ensuivirent d'autres occupations plus ponctuelles, dans les ANPE (rue Herlon, Monzie), à la CCI de Nantes... Le courant de sympathie pour ce mouvement, entretenue par des rencontres avec les salarié-e-s de la Poste, de la SNCF... ne se démentit jamais.

Le gouvernement Jospin, sous pression, répondit en concédant d'abord la mise en place d'un fonds d'urgence sociale d'un milliard de francs, puis par l'indexation de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) sur le coût de la vie et le rattrapage intégral de l'ASS qui n'avait pas été revalorisée depuis 1994.

Nous étions certes loin du compte, mais il reste désormais démontré que les privé-e-s d'emploi sont capables de se révolter et d'agir. La lutte victorieuse des privé-e-s d'emploi « recalculés », suite à la création du PARE en 2004, sera certes moins médiatique, mais reste dans le droit fil du refus de subir que démontra le mouvement des chômeurs de 1997.

Thierry FOURAGE



La Janvraie

1986-1987 -

Contre les "salaires à la tête du client" : la grève !

*M*i janvier 1987 est marqué, dans la corporation des cheminots, par la fin d'un des conflits les plus longs depuis la création de la Société Nationale en 1937 (37 - 87 !).

Comme toute grève coriace, pénible et usante elle trouve son origine dans une accumulation de mécontentement, d'attaques plus ou moins frontales et de remises en causes d'acquis essentiels.

Déjà en mai 1986 la « tribune des Cheminots » journal de la Fédération CGT alerte la corporation sur la mise en place d'un puzzle infernal qui a pour but de mettre à mal le statut et le régime particulier. Le 7 Août 1986 (tiens toujours pendant la période des vacances !) le Ministre des transports, Douffiagues, déclare dans le journal « Le Monde » :

"Je ne suis pas contre les droits acquis, mais lorsque tout change autour de nous, il faut introduire quelque souplesse, ou bien le dispositif risque d'être emporté. Les raisons techniques qui légitimaient certains avantages ont disparu. La traction au charbon valait une retraite à 50 ans mais il n'y a plus d'escarbilles. Je pense qu'il est temps d'ouvrir un débat sur la justification actuelle du régime statutaire à la SNCF à la lumière des conditions actuelles du travail. Il faut en débattre avant que des réactions de type poujadiste de l'opinion publique ne se fassent jour contre ceux qui apparaîtraient comme des nantis. Si la SNCF assurait seule sa couverture sociale, je n'aurais rien à dire, mais qui paient l'essentiel des pensions des cheminots ?".

C'est un coup de tonnerre. Les discussions sont vives mais il faudra attendre le mois de décembre 1986 pour que la machine cheminote se mette en route ... pour cesser le travail.

En cette fin d'année les étudiants sont en grève contre la loi DEVAQUET visant à mettre en place une sélection à l'entrée en université. Lors d'une manifestation à Paris, un jeune étudiant, Malik OUSSEKINE matraqué par un peloton de « Voltigeurs », décède.

A Nantes des actions spectaculaires ont lieu telle l'occupation du Château des Ducs le 31 décembre 1986 avec son illumination à l'aide de torches à flamme rouge (bonne année !).

A noter qu'à Nantes, toujours, c'est la dernière ville de France qui affrontera pour la première fois la présence des « forces de l'ordre » lors d'occupation des voies de chemin de fer.

Sous la pression des grévistes, la Direction retire son projet le 30 décembre. Mais les assemblées générales ne se satisfont pas de cela et poursuivent la lutte. Cette fois-ci pour l'augmentation des salaires. La reprise amorcée le 9 janvier 1987 n'est effective que 6 jours plus tard.

Si le bilan reste mitigé, cette action aura jugulé une des attaques les plus violentes depuis 1953 et tracera les sillons pour une autre action celle-ci victorieuse celle de 1995.

Carlos FERNANDEZ



Décembre 1986 :
occupation des voies
en gare de
Nantes-Orléans

Lutte DUBIGEON

Neuf semaines durant, de début septembre à début novembre, l'actualité sociale fut rythmée par la grève générale des 2000 métallurgistes de Dubigeon.

Présentée les premiers jours sous le titre : du "conflit des pendules" par la presse locale, la vérité fut vite rétablie.

L'enjeu du conflit porte sur la défense du statut social. Les salaires sont bloqués, l'échelle mobile des salaires remise en cause, l'emploi mis à mal.

En toile de fond, l'essentiel se dessine à savoir le maintien de la construction navale à Nantes.

Désiré Depasse, secrétaire du syndicat CGT, rappelle le contexte. Nous percevions qu'un profond mécontentement couvait depuis longtemps.

Celui-ci n'était pas étranger à la bataille de la CGT précédant le conflit.

Il rappelle, « la CGT à l'époque, était devenue la première organisation syndicale chez les ouvriers ».

La lutte fut caractérisée par une réelle lucidité. L'outil de travail fut en permanence préservé. Ce conflit avait une conscience sociale.

Trente ans après, des interrogations et critiques demeurent.

Durant ces 2 mois, la CGT de la métallurgie nantaise fut-elle assez solidaire !

Tout a-t-il été fait dans la CGT pour que ce conflit de retentissement national soit une lutte gagnante.

Rencontrer aujourd'hui des acteurs du conflit de 1977, c'est à coup sûr poursuivre le débat sur ces questions.

Aux interrogations, succèdent les affirmations. La lutte de 1977 n'a pas permis d'imposer des avancées sociales ou de sauvegarder des acquis ou encore de gagner l'augmentation des salaires revendiquée.

Cependant, une certitude existe. Cette lutte a imposé le maintien en activité du site de Dubigeon, dont la fermeture était programmée bien avant 1987.

« Nous avons gagné 10 ans de survie de la construction navale à Nantes », commente Désiré Depasse.

10 années pendant lesquelles la lutte continue. En 1981, Pierre Mauroy, 1er ministre en visite dans le chantier de Dubigeon, trouve face à lui une CGT particulièrement revendicative.

La lutte de 1977 marque de son empreinte les propos du premier ministre qui déclare "Dubigeon vivra".

Aujourd'hui, on sait ce qu'il est advenu de ces promesses.

La lutte des Dubigeon s'organisera jusqu'à la dernière minute. Quelques instants avant le départ du Bougainville, dernier navire construit chez Dubigeon, la CGT, ses militants, en juillet 1987, occupent l'échelle de coupée pour éviter le départ.

Geste désespéré, diront certains. Poursuite de l'action, leur répondra la CGT.

Les Dubigeon se sont retrouvés pour partie aux Chantiers de St-Nazaire, ils ont poursuivi leur action et la continue encore aujourd'hui, avec cette même volonté de défendre l'industrie nationale de la construction navale.

Le site de Dubigeon, riche en luttes, est aujourd'hui un lieu d'aménagement culturel où se créent et se promènent les machines de l'île.

Pour les salariés de Dubigeon, l'aménagement du site qui fut « leur lieu de vie » et de « luttes solidaires », n'est pas accepté. L'image qu'ils gardent, c'est celle de la construction des navires, de leur lancement et d'une foule nantaise qui assistait aux lancements.

S. DOUSSIN



Manifestation pour la défense
du chantier naval

Irruption des ETDA dans les luttes sociales

C'est la fin d'une époque et c'est le commencement d'une nouvelle. Fin d'une époque où le syndicalisme de classe dans les catégories ETDA cherchait sa voie, début d'une nouvelle dans la mesure où ces catégories ont réussi à se rassembler, à lutter et à gagner.

Le fond -

De cette population, à la fois nouvelle dans sa conception, ancienne par son origine ouvrière, émerge un profond mécontentement sur les salaires : la comparaison avec les salaires moyens de la région parisienne connaît un reflux sensible : moins 16 %.

Mais aussi leur promotion "sociale" n'est pas reconnue.

La révolte gronde, sournoise, mais profonde : comment peut-on se trouver être technicien, sortir du rang, côtoyer les jeunes diplômés (bac technique, brevet de techniciens, voire ingénieurs), valoriser et rentabiliser le travail et ne pas être reconnu ?

Cette diversité se côtoie, se mesure, se compare : techniciens autodidactes, jeunes techniciens diplômés, agents de maîtrise et au bout du compte chacun s'aperçoit qu'il n'y a pas de reconnaissance individuelle et collective : les salaires sont bas, le travail est intense,

"nous sommes pris pour des pions".

Au bout du compte, 2 mois de grève -

La force du conflit a résidé dans son unité : 2000 salariés* qui se réunissent chaque matin, pour débattre de la situation, choisir ensemble leur journée d'action et décider de l'aboutissement.

Quelle force et quelle preuve de démocratie ! Pour un résultat positif :

- > 8 % d'augmentation de salaire,
 - > augmentation parallèle aux évolutions salariales de la région parisienne,
 - > création du CPTÉ (Commissions Techniques Paritaires d'Etude) pour étudier les classifications,
 - > une nouvelle grille de classification voit le jour en 1975, reconnaissance des qualifications, elle précède l'accord national métallurgie de 1976.
- L'histoire continue.

Louis DRONVAL

*Notons que 3000 salariés étaient concernés par le conflit, et du fait de la rotation environ 2500 ont participé physiquement aux assemblées générales.



La guerre d'Algérie mine le pouvoir d'achat

La France s'enfoncé dans la guerre d'Algérie. Alors que le gouvernement du socialiste Guy Mollet avait obtenu la confiance de l'Assemblée Nationale en 1956 pour faire la paix, c'est le contraire qui se produit.

Au congrès de la S.F.I.O., la motion adoptée le 1er juillet confirme la répression (qualifiée de pacification) : *"l'effort militaire doit être soutenu tant que ce but n'est pas atteint, aucune confusion ne pouvant être permise entre l'esprit libéral et l'esprit d'abandon"*.

Robert Lacoste, résident général en Algérie condamne le pacifisme : *"sont responsables de la résurgence du terrorisme... les exhibitionnistes du cœur et de l'intelligence qui montèrent la campagne contre les tortures ; je les voue à votre mépris"* (discours aux anciens combattants à Alger, cité par La Résistance de l'Ouest du 8 juillet 1957).

Ces discours rencontrent un écho favorable dans une partie de l'opinion : 5000 anciens combattants de l'U.N.C. réunis à St-Nazaire début juillet proclament *"l'Algérie est et doit rester française"*.

L'Assemblée nationale vote les pouvoirs spéciaux sur l'Algérie.

Massu nommé général des paras, la bataille d'Alger commence. On construit la ligne Morice entre l'Algérie et la Tunisie (qui proclame la République).

Les journaux locaux font presque quotidiennement état de sépultures de jeunes soldats dont le corps a été rapatrié.

Les énormes dépenses consacrées à la guerre ont des conséquences sur le niveau de vie. Les salaires sont à la traîne. Dans le département des grèves éclatent dans les banques. Elles vont durer du 10 au 29 juillet.

Dans tous les secteurs, les syndicats demandent une hausse des salaires, la suppression des abattements de zone, le retour aux 40 heures payées 48, le relèvement de 20 % des allocations familiales.

Des manifestations importantes à Nantes et à Saint-Nazaire sont suivies de grèves massives dans la métallurgie de septembre à octobre, des fonctionnaires en novembre, du bâtiment, d'EDF-GDF, de la raffinerie de Chantenay, etc.

Alors que le mécontentement grandit, l'incapacité des dirigeants socialistes et centristes au pouvoir (la 3ème Force) prépare le terrain pour le coup de force de mai 1958 qui mettra fin à la IVème République.

Robert GUIRAUD



Manifestation pour les salaires et contre la guerre d'Algérie.

Une année de rupture

Trois ans après la libération, deux ans après la fin de la guerre, alors que le programme du Conseil National de la Résistance n'est pas fini d'être réalisé, la France connaît un tournant décisif.

La guerre froide s'installe, un reclassement politique vise à gouverner la France au centre (MRP et SFIO) par la mise à l'écart du PCF qui représente 25% de l'électorat. Léon Blum met en place la "Troisième Force", le président du conseil Ramadier exclut les communistes du gouvernement, De Gaulle crée le RPF... Le plan Marshall attache le pays à la politique américaine. Sur le plan syndical les militants de la tendance Force Ouvrière quittent la CGT pour créer un nouveau syndicat.

Pourtant la situation économique est loin d'être stabilisée. Les restrictions perdurent avec leurs contingentements. Le 1er mai Ramadier réduit la ration journalière de pain à 250 grammes, le 1er septembre à 200 grammes, les tickets d'alimentation n'autorisent qu'à 100 g de beurre par mois, 75 g de savon, etc. Des perquisitions ont lieu dans les fermes pour réquisitionner le blé. Tout manque. En février la distribution du gaz n'est assurée que pendant les heures de repas.

Les salaires sont au plus bas, particulièrement dans la Fonction publique. Des grèves dures éclatent. Pour tenter de s'y opposer le gouvernement rappelle 80 000 réservistes et accuse les communistes de complot. Ramadier dénonce les grèves qui seraient décidées par un "chef d'orchestre clandestin" et s'obstine à refuser une amélioration des revenus préférant espérer une baisse des prix. Le mécontentement conduit les nantais à voter aux élections municipales d'octobre pour Orion le maire collaborateur de l'occupation. La droite progresse sur le plan national.

Robert GUIRAUD



Manifestation de femmes contre la vie chère à Nantes.

Les loisirs et le front populaire

Les congés payés de 1936 sont restés l'une des conquêtes les plus populaires. Pour la première fois, des milliers de travailleurs peuvent se reposer, se détendre sans qu'il s'agisse de chômage, de jardiner ou bricoler, sans faire une nouvelle journée de travail qui prolonge celle de l'usine ou de l'atelier.



Léo Lagrange, sous-secrétaire d'Etat des Loisirs et des Sports, veut favoriser le tourisme populaire et les activités de plein air. En 1937, l'UD-CGT de Loire-Inférieure rassemble 55 000 adhérents et la confédération près de 5 millions.

La CGT crée un Bureau du tourisme organisant voyages, itinéraires, camping avec une caisse vacances-épargne, le sport avec la FSGT. Elle bénéficie d'émissions radio sur la culture, l'éducation de la classe ouvrière.

Le gouvernement du Front populaire veut aussi rendre l'aviation accessible aux jeunes, Pierre Cot, ministre de l'Air, fonde des Sections d'aviation populaire au sein des aéroclubs. Jean Moulin est chargé d'organiser ce loisir désormais ouvert au monde du travail.

A Saint-Nazaire, l'usine Loire-Nieuport qui vient d'être nationalisée sous le nom de Société nationale de construction aéronautique de l'ouest (SNCASO) abrite le comité directeur du club composé en particulier de cadres et de syndicalistes de la CGT, dont Debatisse, Greyo, Herbreteau et Bourmaud.

Pour aider au démarrage de l'association, le ministre de l'Air envoie un pilote d'essai sur le terrain d'Escoublac et la SNCASO met à disposition du club un hangar ainsi qu'un autocar, déclassé de la police parisienne, pour transporter les élèves pilotes.

Les samedis et dimanches, des pilotes se relaient à Escoublac pour animer l'école de pilotage fréquentée par des jeunes provenant, pour la plupart, des entreprises de la région nazairienne. Ils viennent nombreux pour des baptêmes de l'air, des promenades en avion mais aussi pour passer leur brevet de tourisme. Quelques années plus tard, certains deviendront des pilotes militaires.

Robert GAUTIER



Manifestation pacifiste, rallye cycliste organisé par le comité local des loisirs de Couëron et Saint-Etienne de Montluc

Les assurances sociales

Au lendemain de la Première guerre mondiale, la France ne dispose pas encore d'un système général de retraite. En 1910, la loi dite des « retraites ouvrières et paysannes » est combattue par la CGT. Que peut signifier la retraite à 65 ans pour un travailleur dont la moyenne de vie est de 50 ans !

Les Assurances sociales instaurées en 1928-1930, représentent une forme décisive de prévoyance obligatoire, encadrée par l'Etat. Les débats vont être âpres pour savoir qui va les gérer. La CGT confédérale de Léon Jouhaux s'engage dans la gestion des assurances sociales et fonde ses propres caisses alors que la CGT unitaire de Benoît Frachon s'oppose à la double cotisation ouvrière et patronale.

En 1927, la CGT unitaire a tenu son congrès à Bordeaux, elle désire que les assurances sociales bénéficient aux ouvriers coloniaux, aux étrangers travaillant en France et aux femmes qui doivent, en outre, être garanties pour la maternité et l'allaitement. Elle mène une action en faveur des immigrés et manifeste pour sauver Sacco et Vanzetti.

Sous l'impulsion de Racamond, elle préconise le « syndicalisme à bases multiples » pour retenir les adhérents des grèves (réhabilitation du mutuellisme, des caisses de secours contre le chômage, conseils juridiques gratuits, etc.).

En 1928, l'UD des syndicats confédérés de Loire-Inférieure fonde une caisse primaire des assurances sociales et une caisse autonome de retraites « Le Travail ». Selon Auguste Peneau, le secrétaire de l'UD, qui préside ces caisses, il appartient aux assurés de les gérer en accord avec la CGT.

A Saint-Nazaire, Emile Broodcoorens secrétaire du syndicat des employés, participe à la création des caisses d'assurances sociales. Toute prévention était tombée depuis la réunification syndicale de 1935.

Robert GAUTIER



LES FEMMES DANS LA GUERRE

Le conflit s'enlise dans les tranchées. Dans tous les secteurs de l'économie, les femmes remplacent les hommes mobilisés.

« Produire, produire chaque jour davantage de canons et de munitions, c'est le seul programme » déclare A. Thomas, sous-secrétaire d'Etat à la guerre. Les femmes dotées du sobriquet de munitionnettes s'engagent alors dans l'industrie, saluées par toutes les composantes de l'Union sacrée. Les conditions de travail y sont détestables. « Jamais la femme ne fut tant exploitée que depuis la guerre » lit-on dans l'Humanité du 16 novembre 1915.

Celles qui rejoignent la CGT y découvrent une situation confuse née de l'affrontement entre partisans de l'Union sacrée et pacifistes. Si l'on y défend le principe « A travail égal, salaire égal », c'est avec une arrière-pensée : la paix revenue, il faudra enlever aux patrons, dont les profits vont diminuer, le prétexte de la faiblesse des rémunérations féminines pour justifier une baisse générale des salaires. Le thème d'une concurrence déloyale est récurrent et relance le débat fondamental sur le travail des femmes. Ainsi, en septembre 1917, le Comité fédéral des Métaux déclare : « l'introduction systématique de la femme dans l'atelier est en opposition absolue avec la création et l'existence du foyer et de la famille. »

Ces appréciations négatives n'entravent pas le développement de grèves contre l'augmentation du coût de la vie et la pénurie alimentaire, le plus souvent à l'initiative des femmes. Enfin, en 1917, des mutineries de soldats

sont sauvagement réprimées, de Russie, parviennent les échos d'une révolution ouvrière... Les femmes vont dès lors se battre pour exiger la paix.

Poincaré s'émeut : « 2000 à 3000 femmes grévistes ont parcouru les Champs-Élysées. Elles portaient des bannières et poussaient des cris tumultueux... la fièvre s'étend. »

L'armistice de 1918 tend à refermer la parenthèse de la guerre. Les munitionnettes sont encouragées à rentrer au foyer, à rendre la place aux hommes. Cependant l'élan donné à l'emploi féminin ne sera pas brisé. Qu'elles soient issues de la classe ouvrière ou de la petite bourgeoisie, toutes ont montré leur capacité à effectuer des tâches jusqu'alors exclusivement masculines. Les premières, actives dans les luttes, ont désormais conscience d'avoir intégré le mouvement ouvrier. Les secondes, pendant les années de guerre, ont légitimé leur droit au travail.

A toutes, il reste à confirmer leur émancipation, à conquérir des droits sociaux, accéder aux postes de responsabilité, obtenir la reconnaissance de leur citoyenneté. Ce sera long, mais le mouvement est en marche. On peut penser qu'il a pris un élan décisif en cette année 1917.

Michel TACET



Groupe de femmes travaillant dans une usine d'obus à Nantes pendant la première guerre mondiale.

Grève des dockers de Nantes Mars - Avril

Le conflit social sur les quais débute le 13 mars par la grève des charbonniers. Le 15 mars, lors d'une Assemblée à la Bourse du Travail, les dockers : porteurs bois, phosphatiers et divers apportent leur solidarité totale après un vote à bulletins secrets. La grève est votée.

Leurs revendications en commun est la journée de 8 heures et un salaire minimum de 6 Francs.

La répression est à la hauteur de la volonté du gouvernement de Clémenceau contre le syndicalisme CGT à Nantes et dans toute la France.

Le matin du 16 mars - A.G. de 1200 syndiqués à la Bourse du Travail. Rues et quais sont occupées par les forces de police. L'après-midi, 700 dockers tentent de traverser la Loire afin d'interrompre le travail des "jaunes" au quai des Antilles. Intervention de la police, les grévistes se replient devant le siège de la CIE Chevillotte de Bouard et là, des bagarres éclatent. Les forces de l'ordre et gendarmes à cheval chargent la manifestation - le docker Charles Victor, âgé de 46 ans, marié et père de 4 enfants est tué d'un coup de revolver.

Plusieurs dockers sont blessés, onze autres arrêtés. Le projectile pénètre derrière l'oreille droite. La mort est immédiate. Le 16 mars au soir, c'est l'état de siège dans les quartiers près du port et sur les quais gardés de nuit comme de jour par les troupes à pied et à cheval.

Maillocheau, secrétaire des dockers recommande le calme jusqu'à l'enterrement du charbonnier décédé.

18 mars 1907 - une solidarité Sète et La Pallice avaient refusé de décharger les navires destinés à Nantes.

Les camarades de 27 ports font connaître qu'ils prenaient la même décision.

La Pallice et Sète avaient envoyé chacun 500 Francs pour les grévistes. Pendant les réunions syndicales, les "jaunes" travaillent sous la protection de la police "Quai des Antilles et de la Fosse".

19 mars 1907- les obsèques de Victor Charles se passent sans incidents. Deux milles personnes forment le cortège. Les dockers ne pénètrent pas dans l'église Notre-Dame de Bon Port. A l'arrière du Corbillard, une couronne portant cette inscription "*l'union syndicale des dockers à leur camarade assassiné par la police*".

24 mars 1907 - soupe communiste par les dockers avec installation des fourneaux sur le terrain de la carrière Miseri dans le bas de Chantenay suite au refus du Maire de Nantes de proposer un lieu. Par la suite, fabrication du pain par des dockers boulangers.

Le tournant de la grève -

C'est entre le 28 mars et 5 avril 1907 que les entrepreneurs forment un syndicat et constituent des équipes d'ouvriers payés au mois.

4 avril 1907 - Yvetot de la CGT de Paris organise une entrevue avec les patrons : la réponse est non aux revendications, mais embauche à 0,50 Francs de l'heure au lieu des 0,55 Francs de l'heure avant la grève, tarif de 1905.

Malgré un renforcement de solidarité chez les dockers, chaque jour, un petit nombre de dockers reprend le travail.

14 avril 1907 - arrestation de Yvetot et de Marh.

23 avril 1907 - 500 dockers refusent encore de travailler, mais dans les jours qui suivent, le nombre de grévistes diminue.

29 avril 1907 - la reprise est quasi générale. Sur les quais, les grévistes se présentent sur les lieux de travail pour l'embauche.

2 mai 1907 - fin de la grève. 90 dockers assistent à la réunion dans la Bourse du Travail. La lutte n'étant plus possible, vu le nombre, il fallait se résigner à se mettre au travail.

Suite à cette grève, les charbonniers vont créer leur syndicat.

Christian ZIMMER



Joseph BLANCHARD

Ancien professeur de menuiserie à l'Ecole municipale professionnelle de Nantes, Joseph Blanchard est né en février 1860, dans cette ville.

En septembre 1894, Blanchard désigne Aristide Briand comme délégué du comité d'organisation de la grève générale. En 1898, il est élu secrétaire de la Bourse du travail de Nantes et le restera jusqu'en 1911.

Dans une note du 25 juin 1906, le préfet de la Loire-Inférieure précise que Blanchard a « *une influence heureuse sur la solution de différents conflits entre patrons et ouvriers* ».

En février 1907, il syndique les pêcheurs de Passay (lac de Grand-lieu) qui luttent contre les pratiques féodales du marquis de Juigné, député conservateur de Paimbœuf. Ils obtiennent gain de cause contre ces méthodes d'un autre temps.

En 1907, l'échec de la grève des dockers renforce la conception réformiste du secrétaire de la Bourse, puis suscite de vives oppositions lorsqu'il accueille, en juillet 1908, le ministre du Travail, Viviani, membre du gouvernement Clemenceau dont la troupe vient de tuer trois ouvriers durant la grève des sablières de Draveil.

En juin 1910, il adopte, au grand dam des syndicalistes révolutionnaires, un accord collectif dans le bâtiment, avec une clause interdisant toute grève pendant quatre ans et l'arbitrage obligatoire de la municipalité. La polémique enfle au comité général de la Bourse alors que Blanchard se déclare hostile aux syndicats d'industries dont il est question désormais à la CGT.

Le 20 juin 1911, Blanchard donne sa démission et c'est Savariau qui le remplace. En janvier 1912, Savariau et Gautier se rencontrent dans le but de réunir Nantes et Saint-Nazaire dans une union départementale qui voit le jour en octobre, à Nantes, avec Auguste Cassin comme premier secrétaire.

La Bourse et le comité général sont conservés afin de toucher la subvention municipale. Blanchard qui a été candidat aux élections municipales meurt en 1927.

Robert GAUTIER



Jean-Marie CHEVÉ - Joseph BLANCHARD - FONTENEAU

Etre fidèle aux engagements de Guy Môquet et de ses camarades

Le 26 septembre 1939, prétextant le pacte de non agression situé entre l'URSS et l'Allemagne, le Gouvernement Daladier promulgue le décret interdisant le Parti Communiste et les Syndicats CGT (unifiés).

Moins d'un an après la France est en guerre, ceux qui refusent la capitulation de Pétain organisent la résistance à l'occupant Nazi et ses collabos de Vichy.

Le jeune Guy Môquet, dont le père député communiste est arrêté et emprisonné, constitue à 16 ans un groupe de jeunes résistants dont les premières actions sont la distribution de tracts appelant à résister.

C'est au cours d'une distribution clandestine qu'il est arrêté par la police de Vichy le 13 octobre 1940, emprisonné à la Santé - Fresnes - Clairvaux puis transféré au Camp de Châteaubriant.

Guy Môquet, ses camarades de Châteaubriant, comme dans les résistants, se sont engagés dans le combat pour des idéaux de paix, de justice, de progrès social, de tolérance et de démocratie, contre le fascisme.

Ces idéaux ont constitué le socle du programme du Conseil National de la Résistance de 1944.

Guy Môquet et ses camarades sont fusillés le 22 octobre 1941. Guy écrit une lettre émouvante et pleine de courage à ses parents et son frère.

Le Président de la République a décidé de faire lire cette lettre aux lycéens le 22 octobre de chaque année.

Cette décision est la reconnaissance de la France au combat de Guy Môquet, de ses camarades et au-delà à la résistance.

Mais il ne faut pas déconnecter la lecture de la lettre de Guy Môquet de ses engagements et de l'action de la résistance.

Ces engagements sont aujourd'hui ceux que la CGT et tous ceux qui refusent la politique de Sarkozy défendent par leurs luttes.

Les valeurs défendues par Guy Môquet et ses camarades sont foulées aux pieds par le gouvernement Sarkozy-Fillon.

***"Vous qui restez, soyez dignes
de nous les 27 qui allons mourir"***

avait été écrit par Guy Môquet et ses camarades sur les planches de la baraque où ils avaient été rassemblés avant d'être fusillés.

En poursuivant le combat pour les idéaux de paix, de justice et de progrès social, de tolérance et de liberté, nous sommes fidèles à nos camarades du 22 octobre 1941.

Guy TEXIER

Les dirigeants des Bourses du Travail et des structures départementales CGT 44

Secrétaires de la Bourse du Travail de Nantes (1893/1918)

Désiré COLOMBE (1893/1895)
M. TULÈVE (1895/1898)
Joseph BLANCHARD (1898/1911)
Ernest SAVARIAU (1911/1914)
Raymond ROCHET (1914/1918)

Secrétaires de l'Union Locale CGT de Nantes (1918/2001)

Raymond ROCHET (1918/1936)
Gabriel GOUDY (1936/1939)
Paul ROLLAND (1944/1947)
Pierre GAUDIN (1951/1965)
Gaston JACQUET (1961/1970)
Albert LABARRE (1970/1972)
Yannick CHENEAU (1972/1993)
Gaston AUFFRET (1993/1996)
Gontran LUCAS (1996/2008)

Secrétaires de l'Union Départementale CGT (1919/2001)

Auguste CASSIN (1919/1921)
François BLANCHO (1921/1925)
Auguste PENEAU (1925/1945)
Gaston JACQUET (1948/1950)
Claude MORIN (1950/1954)
Roger ROUSSELOT (1954/1970)
Georges PRAMPART (1970/1983)
Marcel LE DUS (1983/1985)
Serge DOUSSIN (1985/2007)

Secrétaires de l'Union Départementale CGTU (1922/1926 date de la suppression des UD par la CGTU

Paul WARET (1922)
GOMICHOIN (1922/1924)
Auguste BABIN (1924/1926)

Secrétaires de l'Union Locale CGTU de Nantes

Paul WARET (1922)
Ernest ARDEBILE (1927/1930)
Joseph ROQUE (1930/1931)